

## PRESS RELEASE

### Le Cameroun lance la campagne Halte à l'hémorragie

---

#### Un pas en avant pour mettre fin aux flux financiers illicites dans le secteur minier

Yaoundé, le 21 juin 2019, le Cameroun lance la campagne **Arrêter l'Hémorragie des ressources de l'Afrique** pour mettre fin aux Flux Financiers Illicites dans le secteur minier. Plus de 15 ministres, membres du secteur privé et membres de la société civile se sont engagés à signer l'appel à l'action de Stop the Bleeding pour mettre fin aux FFI. La campagne, lancée le 21 juin, a lieu la même semaine que la commémoration de la Journée internationale de la fonction publique des Nations Unies. Elle se poursuivra jusqu'en décembre avec une phase finale les 9 et 10 Décembre, Journée internationale de la lutte contre la corruption et de la défense des droits de l'homme.

Le lancement de Stop the Bleeding au Cameroun repose sur une stratégie comprenant deux activités phares en juin 2019:

- 21 juin - table ronde de dialogue structuré avec le gouvernement en charge du développement du secteur minier au Cameroun
- 22 juin: mobilisation des citoyens camerounais contre les flux financiers illicites.

Le CRADEC, qui a organisé l'événement en collaboration avec le Réseau pour la Justice Fiscale en Afrique (TJNA), a invité une trentaine d'invités de haut niveau à une table ronde. Les participants comprennent des chefs d'administration en charge du développement du secteur minier, des finances publiques, de l'économie, du secteur privé, des institutions de contrôle, des parlementaires et des médias.

La table ronde a été animée dans une atmosphère de réflexion constructive pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) de l'Afrique. Un modérateur a géré les différentes articulations des participants lorsque les parties prenantes ont échangé des idées sur la manière de mieux gérer et rendre compte des revenus du secteur minier.

M. Jean Mballa Mballa, Directeur exécutif du CRADEC, a déclaré: «C'est important pour le Cameroun en tant que partie de l'Afrique parce que; premièrement, il s'agit d'un pas en avant dans la mise en œuvre de la Déclaration spéciale sur la Conférence sur les flux financiers illicites par les chefs d'État et de gouvernement réunis à Addis Abeba en janvier 2015, ensuite, le gouvernement camerounais s'est engagé dans «Le Cameroun émergent en 2035»; avec la perte de 11% de son produit intérieur brut; selon les estimations du groupe de haut niveau sur les FFI; c'est un grand défi qui fait appel à toute action visant à réduire le saignement. Avec la campagne, nous visons à sensibiliser, à générer des chiffres sur les FFI et à engager le dialogue avec différentes parties prenantes pour une stratégie et des politiques efficaces en matière de bonne gouvernance des ressources nationales et de développement efficace.»

Le CRADEC a lancé le programme "Renforcement de la Justice Fiscale au Cameroun" dans le but d'impliquer et de soutenir le gouvernement camerounais dans l'adoption et la mise en œuvre d'une politique fiscale plus juste, plus équitable et plus responsable. Plus précisément, le programme a choisi de mener ce plaidoyer dans le secteur minier, en lien avec les engagements du pays aux niveaux national et continental.

À cette fin, l'une des activités du programme est axée sur le suivi de la domestication de la Vision Africaine de l'Industrie Minière au Cameroun. En avril 2019, le CRADEC a mené une étude visant à évaluer les régimes fiscaux et la gestion des revenus de l'exploitation minière au Cameroun. Le CRADEC partage l'avis de l'UA selon lequel "il est essentiel d'obtenir une part suffisante des recettes provenant de l'exploitation des ressources minérales et de les utiliser de manière appropriée. Un système fiscal efficace et transparent devrait servir de catalyseur pour le développement de la société, du matériel et des connaissances infrastructure "(VMA, 2009).

Le rapport Global Finance Integrity (GFI) indique que les pays en développement ont perdu entre 775 milliards de dollars en 2009 en flux financiers illicites. En outre, après ajustement pour tenir compte de l'inflation, les flux financiers illicites ont augmenté d'au moins 10,2% au cours de la décennie 2000-2009, avec une croissance plus rapide des flux financiers illicites en provenance d'Afrique (22,3%), suivie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (19,6%). %, En Europe (17,4%), en Asie (6,2%) et dans l'hémisphère occidentale (4%).

Le même rapport montre que les sociétés multinationales tirent parti des défaillances de leurs systèmes pour transférer de l'argent illicite aux pays développés. Ils transfèrent la plupart des 15 billions de dollars qu'ils gagnent chaque année en Afrique.

Mballa Mballa, qui a l'intention d'obtenir autant de signatures pour cette pétition, a déclaré: «Notre engagement pourrait être mesuré dès le lancement en collectant plus de 500 signatures, puis en activant des plates-formes nationales multi-acteurs sur les FFI».

---

For more information, please contact: Farah Nguegan: [fnguegan@taxjusticeafrica.net](mailto:fnguegan@taxjusticeafrica.net) Tel: +254 754 526126